

Cop30 : pourquoi l'accord obtenu est (une nouvelle fois) jugé décevant

En Amazonie, le monde a adopté un nouvel accord sur la coopération pour le climat. Mais, une fois encore, il s'agit d'un accord a minima.

Les Cop (Conférence des parties) se suivent et se ressemblent. Près de 200 pays réunis en Amazonie brésilienne ont adopté, ce samedi 22 novembre 2025 à la Cop30, un modeste consensus sur l'action climatique. Sans plan de sortie des énergies fossiles. Un résultat décevant pour l'Europe (comme l'était déjà celui de la Cop29), bien que prévisible, dans une année bouleversée par les rivalités géopolitiques.

Le Brésil espérait un symbole en Amazonie, il a réussi à montrer que la coopération climatique n'était pas morte, alors que les batailles douanières et les guerres ont pris le pas politiquement sur le climat pour de nombreux gouvernements. Les États-Unis d'Amérique étaient le seul grand pays absent à Belém. Le président brésilien de la conférence, André Correa do Lago, a fait adopter le texte par consensus lors de la séance de clôture, au lendemain de la fin prévue du sommet.

« Il est temps d'infliger une nouvelle défaite aux négationnistes » du climat, avait promis le président du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva au début du sommet. Depuis le G20 à Johannesburg en Afrique du Sud, il s'est félicité avant même l'adoption : « la science a prévalu, le multilatéralisme a gagné ». Mais il n'a pas pu aller jusqu'à convaincre les pays pétroliers du Nord et du Sud et les économies émergentes d'envoyer un message collectif ambitieux pour accélérer la sortie des énergies fossiles.

Accord final sans mention explicite des énergies fossiles

Le texte adopté par consensus des 194 pays membres de l'accord de Paris et l'Union européenne ne fait qu'une référence non explicite à la sortie des énergies fossiles, rappelant la décision de la Cop28 à Dubaï aux Émirats arabes unis.

Les pays en développement ont obtenu un appel à tripler l'aide financière pour leur adaptation à un climat plus violent à l'horizon 2035, ce qui était une demande pressante. Pour la Chine, la Cop30 est un « succès dans

une situation très difficile », a dit son négociateur Li Gao. L'Inde et la Russie ont aussi loué les efforts du Brésil et travaux de la Cop30.

Pékin et ses alliés des économies émergentes ont arraché une première dans les négociations climatiques : la Cop institue un « dialogue » sur le commerce mondial, en lien avec le climat. Une allusion aux critiques contre les taxes carbone aux frontières, notamment européenne.

Expérience amazonienne

Comme promis par Lula, les dizaines de milliers de délégués, observateurs, militants, lobbyistes et journalistes ont pendant deux semaines vu, entendu et ressenti l'Amazonie. Ils ont vécu dans cette grande ville bétonnée de Belém, aux portes de la plus grande forêt tropicale du monde. La chaleur accablante, moite.

Ainsi que le vacarme du tonnerre et les brutales averses tropicales, chaque après-midi, cognant sur les tentes climatisées installées pour la conférence. Les fuites d'eau n'ont pas été le plus grand problème logistique. Un incendie s'est également déclaré, intoxiquant plusieurs personnes.

Des dollars

Plus de trois décennies après le sommet de la Terre à Rio, dix ans après l'accord de Paris sur le climat, l'humanité continue à brûler chaque année davantage de pétrole, de charbon et de gaz pour générer de l'électricité, se chauffer ou se déplacer.

Les pays les plus menacés par le dérèglement climatique sont choqués de ces records à répétition, et de la réponse apathique du monde.

Ils supplient les grandes économies de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre beaucoup plus vite pour contenir le réchauffement de demain. Et demandent davantage de dons et de prêts pour s'adapter aujourd'hui. Les promesses financières de samedi sont une demi-victoire pour eux.

Du pétrole

Le président brésilien octogénaire se voulait un pont entre Sud et Nord, avec une ligne centrale sur le pétrole. Il a assumé d'avoir accordé un permis d'exploration pétrolière au large de l'Amazonie juste avant la Cop30.

Mais il a lui-même relevé les attentes en appelant à une « feuille de route » pour la sortie des énergies fossiles. Ce qui a donné de l'élan au camp anti-fossiles.

Le match de Dubaï s'est donc rejoué à Belém, mais cette fois, l'Arabie saoudite, l'Inde, la Russie et d'autres pays producteurs de pétrole n'ont eu aucune envie de céder le moindre pouce. La ministre française les a désignés nommément.

Il y a deux ans aux Émirats arabes unis, le monde s'était engagé à « opérer une transition juste, ordonnée et équitable vers une sortie des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques ».

Des degrés

La « Cop de la vérité » aura au moins permis d'acter que le premier objectif de l'accord de Paris, moteur de la coopération climatique, est un échec : le monde ne va pas réussir à limiter le réchauffement à 1,5 °C par rapport au XIX^e siècle. Les onze dernières années ont été les onze plus chaudes jamais mesurées sur Terre.

L'humanité doit se reprendre pour que le dépassement soit le plus court possible, ont enjoint l'Onu (Organisation des Nations unies) et le président du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) à la Cop30. Mais cela pourrait se compter en décennies.

Le peuple

Le Brésil a en revanche tenu parole : sa Cop a bien été celle « des peuples ».

Des dizaines de milliers de militants du climat, d'autochtones, de syndicalistes et autres sympathisants ont manifesté pacifiquement dans les rues de Belém le 15 novembre.

La société civile ne l'avait pas fait depuis Glasgow en 2021. Les ONG craignaient des arrestations arbitraires s'ils manifestaient à l'extérieur des trois conférences climatiques suivantes, en Égypte, aux Émirats et en Azerbaïdjan.

Comme une vitrine de la démocratie brésilienne, le président de la Cop30 a interrompu ses négociations pour parlementer plusieurs heures avec des manifestants indigènes qui avaient bloqué l'entrée du site la première semaine.